



Comité Départemental  
d'Action Sociale  
16 mai 2023



# DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Nous ne pouvons commencer cette déclaration sans exprimer, à nouveau, notre soutien à nos collègues de la Direction des Douanes. Dans le plus grand respect, nous présentons nos plus sincères condoléances à la famille, aux amis, aux collègues de ce jeune fonctionnaire qui a brutalement mis fin à ses jours sur son lieu de travail.

La transition est délicate. Mais comment ne pas aborder le contexte de conflit social qui agite la France depuis le début de l'année ? Au-delà de cette réforme des retraites, rejetée par une énorme majorité de la population, c'est tout un mal être, un ras-le-bol général qui s'exprime. Dans nos directions, après avoir subi restructurations et réformes à outrance, inflation galopante et baisse record du pouvoir d'achat, suppressions d'emploi et augmentation insurmontable de la charge de travail, on nous impose de travailler 2 ans de plus.

Alors, pour **FO Finances**, le constat est simple : arrêtez de parler d'amélioration des conditions de travail et agissez réellement pour les agents !

C'est la raison pour laquelle **FO Finances** exige un arrêt des suppressions d'emploi, un recrutement statutaire à hauteur des besoins, une revalorisation significative des traitements et, bien entendu, l'abrogation de cette réforme inique des retraites.

L'action sociale n'est malheureusement pas épargnée ! Beaucoup d'incertitudes persistent dans le cadre de la restructuration et de la régionalisation de cette structure. Nous réitérons d'ailleurs notre demande de présentation de la nouvelle responsable régionale, afin qu'elle puisse apporter des précisions quant à la suite et continuons à porter notre revendication du maintien d'une action sociale de haut niveau au plus proche des agents.

La note d'orientations de l'action sociale ministérielle 2023 réaffirme une politique de soutien et d'accompagnement des agents, et porte un focus particulier sur la restauration collective.

**FO Finances** réaffirme donc sa revendication de voir **revaloriser la valeur faciale des titres restaurant et le maintien de la restauration collective.**

Mais dans les faits, l'augmentation du budget est bien en deçà de l'inflation (d'où la difficulté d'établir ce CAL 2023), les résidences EPAF continuent d'être liquidées, la politique de régionalisation de l'action sociale s'établit dans un schéma purement comptable au détriment d'une structure de proximité locale ne disposant plus de véritables prérogatives.

Les ministres ont en outre confirmé la réforme de la gouvernance des associations AGRAF, EPAF et ALPAF. Sous le prétexte d'amélioration du pilotage, cette réforme n'a d'autre but que budgétaire avec le risque sur les emplois pour les personnels de ces associations.

Au plan local, **FO Finances** aimerait connaître les résultats du FIL 2023, dont les notifications devaient avoir lieu en novembre 2022, et, les raisons pour lesquelles notre projet n'a pas été retenu.

Nous en profitons pour regretter à nouveau le manque de GT, qui permettraient justement de débattre de ces questions en amont et d'arriver en instance avec toutes les données !

Il apparaît notamment cette année une ligne budgétaire concernant une conférence « comprendre le changement » sur laquelle nous devrions nous prononcer en séance sans en connaître ni les objectifs ni les modalités !

De plus, **FO Finances** avait exprimé une demande d'action envers les actifs. Le CAL n'ayant pas été augmenté à la hauteur des attentes et des besoins des agents du MESFIN, des actions en partenariat avec la MGEFI ne pourraient-elles pas être organisées ?

**L'Action sociale ministérielle est une force que les personnels avec leurs représentants ont su construire et développer depuis de nombreuses années.**

**La période actuelle nécessite qu'elle soit enrichie par des prestations améliorées et la création de nouvelles actions pour répondre aux attentes des personnels, avec un réseau qui soit en capacité de répondre à toutes les sollicitations des actifs comme des retraités.**

**FO Finances Var sera toujours aux côtés des agents, dans l'intérêt des agents.**

**FO FINANCES** exige le maintien d'une Action Sociale départementale de qualité et de proximité avec les effectifs et moyens à la hauteur des besoins.

Et dans ce contexte, nous ne pouvons que saluer l'action des acteurs de l'action sociale, soutien indispensable des agents en ces périodes agitées.